



RECUEIL DES SOURCES (annexes)



 vos idées
pour le numérique
à Poitiers

Ce recueil propose quelques sources d'information, présentées par leur auteur. Cette liste n'est pas exhaustive. Ces sources ont été sélectionnées pour leur fiabilité et la notoriété de leurs auteurs.

ADN tendances

L'ADN est une marque des Éditions de la communication.

« L'ADN est le média mutant pour une société qui se réinvente absolument. Parce que la rupture écologique & les accélérations technologiques nous adressent un défi inédit, et parce qu'avec leur grand pouvoir, vient aux entreprises une grande responsabilité, nous nous engageons pour l'avènement d'une économie nouvelle : fondée, non plus sur l'exploitation, mais bien sur la régénération de nos ressources naturelles & notre énergie humaine. »

www.ladn.eu

Agence de la transition écologique (Ademe)

« L'ADEME est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et solidaire, et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. »

www.ademe.fr

Agence de l'Innovation pour les Transports (AIT)

Agence créée au sein du Ministère chargé des Transports, qui a vocation à

coordonner les actions de soutien à l'innovation entre les services, à participer à l'identification et au référencement d'innovations, et à accompagner leur passage à l'échelle. Elle sera opérationnelle d'ici l'été 2021. (Source : Ministère chargé des Transports)

www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2021.04.08_Agence-Innovation-Transports.pdf

Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)

« L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information a été créée par le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 sous la forme d'un service à compétence nationale. »

www.ssi.gouv.fr

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)

« L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a été créée le 1^{er} juillet 2010. L'Anses est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de la Santé, de l'Agriculture, de l'Environnement, du Travail et de la Consommation. Elle assure

des missions de veille, d'expertise, de recherche et de référence sur un large champ couvrant la santé humaine, la santé et le bien-être animal ainsi que la santé végétale. »

www.anses.fr

Agence nationale des fréquences (ANFR)

L'Agence nationale des fréquences est un établissement public de l'État à caractère administratif placé auprès du ministre en charge des communications électroniques. « L'ANFR gère l'ensemble des fréquences radioélectriques en France. Cette ressource rare et stratégique, utilisée pour toutes les communications sans fil, appartient au domaine public de l'État qui en a confié la gestion à l'ANFR. À ce titre, elle a pour mission de négocier, au niveau international, les futurs usages des bandes de fréquences et de défendre les positions françaises. Elle autorise également toutes les implantations de sites d'émission (>5 watts) sur le territoire et s'assure du respect des limites d'exposition du public aux ondes. Enfin, elle contrôle l'utilisation des fréquences et assure une bonne cohabitation de leurs usages par l'ensemble des utilisateurs. »

www.anfr.fr

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep)

« L'Arcep est une autorité administrative indépendante. Chargée d'assurer la régulation des secteurs des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse, l'Arcep est indépendante des acteurs économiques et du pouvoir politique. »

www.arcep.fr/

Ariase

« Ariase est un courtier spécialisé dans le secteur des télécoms, et en particulier dans la vente d'offres internet et de forfaits mobiles. Notre métier est d'accompagner les particuliers dans la recherche d'un abonnement adapté à leur besoin et à leur budget. En ligne depuis octobre 2002, Ariase est le site web de référence dédié aux opérateurs et aux offres télécoms. »

www.ariase.com

Banque des Territoires

« Le site internet est édité par la Caisse des Dépôts et Consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 et codifié aux articles L518-2 et suivants du Code Monétaire et Financier (...) qui remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques de l'État.»

www.banquedesterritoires.fr

Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CRÉDOC)

« Le CRÉDOC est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. »

www.credoc.fr

Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco)

« Le Cnesco évalue, analyse et accompagne des politiques, dispositifs et pratiques scolaires. Il vise à améliorer la connaissance des systèmes scolaires français et étrangers afin de créer des dynamiques de changement dans l'école. Il est rattaché au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) depuis le 1^{er} septembre 2019 au sein du laboratoire Formation et apprentissages professionnels (Foap). Le Cnesco s'appuie sur un réseau scientifique de chercheurs français et étrangers issus de champs disciplinaires variés (didactique, sociologie, psychologie cognitive, économie, géographie, etc.). Il promeut une méthode participative originale et ambitieuse alliant l'élaboration de diagnostics scientifiques de haut niveau et la participation des acteurs de terrain de la communauté éducative. Il accompagne ces acteurs grâce à des démarches de formation-action adaptées aux besoins locaux.»

www.cnesco.fr

Cercle des économistes

« Le Cercle des économistes est un cercle de réflexion, fondé en 1992, à l'initiative de Jean-Hervé Lorenzi. Il réunit une trentaine d'économistes et d'universitaires. Sa mission est d'organiser et de promouvoir un débat économique ouvert et accessible à tous. Ses membres se distinguent par des approches et des compétences différentes, garantissant ainsi la richesse et la pluralité des débats. »

<https://lecercledeseconomistes.fr/>

Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)

« La Commission nationale consultative des droits de l'Homme est l'Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme française créée en 1947. (...) Assimilée à une Autorité administrative indépendante, elle est une structure de l'État qui assure en toute indépendance, auprès du Gouvernement et du Parlement un rôle de conseil et de proposition dans le domaine des droits de l'Homme, du droit et de l'action humanitaire et du respect des garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques.»

www.cncdh.fr

Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil)

«Créée en 1978 par la loi Informatique et Libertés, la CNIL est une autorité administrative indépendante, composée d'un Collège de 18 membres et d'une équipe d'agents contractuels de l'État. (...) En réponse à la mission qui lui a été confiée par la loi pour une République numérique, la CNIL organise des débats publics autour des nouveaux enjeux du numérique, au croisement d'expertises terrain et scientifiques. Outre ses missions traditionnelles concernant la protection des données personnelles, la Cnil publie des ressources dans les thématiques « Droit(s) et libertés numériques au travail », « Civic Tech » et « Intelligence artificielle ».

www.cnil.fr

Conseil économique, social et environnemental (Cese)

« Le Conseil économique, social et environnemental conseille les pouvoirs publics en matière économique, sociale et environnementale. Pour remplir sa mission, la loi organique du 15 janvier 2021 lui permet d'organiser des consultations publiques. » (Source : Vie Publique)

www.lecese.fr

Conseil national du numérique (CNNum)

« Le Conseil national du numérique est une commission consultative indépendante chargée de conduire une réflexion ouverte sur la relation des humains au numérique, prise dans toute sa complexité. Il est placé auprès du secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques. Son collège interdisciplinaire est composé de 17 membres nommés pour deux ans par le Premier ministre (chercheurs, journalistes, avocats, dirigeants d'entreprise, entrepreneurs, décideurs) et de 4 parlementaires nommés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le Conseil a pour mission de donner aux citoyens et aux décideurs, à l'échelle nationale et européenne, des clefs pour réfléchir et pour agir. Les travaux qu'il produit et partage sont issus de la pensée collective émanant des débats organisés en son sein et de la rencontre avec des personnes issues de l'ensemble des composantes de la société. Le Conseil veille à la pleine accessibilité et à l'ouverture de ses productions ainsi qu'à la circulation de l'ensemble des idées et actions faisant écho à sa mission, à travers une large palette d'outils de communication et de concertation. »

<https://cnumerique.fr>

Décider ensemble

« Créé en 2005 à l’initiative du ministre de l’écologie et du développement durable, Serge Lepeltier, Décider ensemble est un think tank (cercle de réflexion apte à soumettre des propositions aux pouvoirs publics) visant à diffuser une culture de la participation. » Il s’agit d’une association qui réunit des acteurs de la société française, des représentants d’entreprises, d’ONG, de collectivités locales, de parlementaires... pour créer une culture de la décision partagée.

www.deciderensemble.com

Démocratie Ouverte

« En 2012, des citoyennes et citoyens engagés, qui portent des projets pour transformer notre vieux système politique (comme Parlement & Citoyens, Voix, ou encore Questionnez vos élus), décident de se regrouper et de formaliser leur collectif en créant une association qui regroupe les innovateurs démocratiques avec des chercheurs, des professionnels, des élus, des associations et des citoyens qui cherchent eux aussi à rendre notre démocratie plus transparente, participative et collaborative. (...) En 2011, sous l’impulsion de Barack Obama et de Dilma Rousseff, est lancé le “Partenariat pour un gouvernement ouvert” (ou Open Government Partnership – OGP), une initiative internationale qui pousse les pays à “ouvrir” leurs modes de gouvernance en

étant plus transparents et en associant davantage les citoyens aux décisions qui les concernent. Le collectif Démocratie Ouverte se donne pour mission de traduire le concept anglo-saxon et de faire en sorte que la France adhère à l’OGP en engageant un plan d’action ambitieux. Et c’est grâce à un lobbying citoyen très actif du collectif que la France prend la présidence de l’organisation internationale en 2016, lors du Sommet Mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert au Palais d’Iéna à Paris.»

www.democratieouverte.org

Démocratie Participative (GIS)

(Un Groupement d’intérêt scientifique est une forme souple d’association (sans personnalité juridique) entre personnes morales intéressées à fédérer leurs compétences pour le développement de la recherche.)

«Un diagnostic est de plus en plus partagé : la démocratie est à refaire. Pour saisir les multiples formes de participation dans les expérimentations démocratiques qui foisonnent pour donner consistance aux transitions en cours, le Gis Démocratie et Participation prête attention, tout autant qu’aux transformations de l’action publique, à la production par l’action citoyenne d’alternatives sociales, économiques et politiques aux problèmes communs. »

www.participation-et-democratie.fr

Défenseur des droits

« Le Défenseur des droits est une institution indépendante de l'État. Créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, elle s'est vu confier deux missions :

- défendre les personnes dont les droits ne sont pas respectés ;
- permettre l'égalité de tous et toutes dans l'accès aux droits. »

www.defenseurdesdroits.fr

Digital Society Forum

« Plateforme collaborative ouverte, le Digital Society Forum a été initié par Orange afin de donner à chacun des clés de compréhension pour mieux appréhender notre vie numérique. Le Digital Society Forum rassemble sociologues, universitaires et acteurs de la société civile autour de grands thèmes de la vie quotidienne. Cette vision croisée est ensuite partagée lors d'ateliers participatifs publics, en régions et à l'étranger, afin de proposer des pistes d'action à tous et pour tous. Orange associe à sa démarche des partenaires déjà investis sur le sujet des transformations numériques, Psychologies Magazine et la Fondation Internet Nouvelle Génération. »

<https://digital-society-forum.orange.com>

Direction interministérielle du numérique (DINUM)

« La DINUM est un service du Premier ministre, placé sous l'autorité de la

ministre de la Transformation et de la Fonction publiques. Créée par le décret du 25 octobre 2019, elle a pris la suite de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC). Elle est en charge de la transformation numérique de l'État au bénéfice du citoyen comme de l'agent, sous tous ses aspects : modernisation du système d'information de l'État, qualité des services publics numériques, création de services innovants pour les citoyens, outils numériques de travail collaboratif pour les agents... La DINUM accompagne les ministères dans leur transformation numérique, conseille le gouvernement et développe des services et ressources partagées comme le réseau interministériel de l'État, FranceConnect, data.gouv.fr ou api.gouv.fr. Elle pilote, avec l'appui des ministères, le programme TECH.GOUV d'accélération de la transformation numérique du service public. Dans le cadre du plan France Relance, elle pilote la mise en œuvre du volet Transformation numérique de l'État et des territoires, pour le compte du ministère de la Transformation et de la Fonction publiques.»

www.numerique.gouv.fr

EducNum

« Le site educnum.fr est édité par la Commission Nationale de L'informatique et des Libertés (CNIL). »

www.educnum.fr

Emmaüs Connect

« Convaincue que le numérique offre une opportunité unique de démultiplier ses capacités d’insertion, Emmaüs Connect agit depuis 2013 pour que le numérique profite aussi à ceux qui en ont le plus besoin : les personnes en précarité. L’association agit sur le terrain au plus près des besoins des personnes en insertion et des professionnels qui les accompagnent. Elle conçoit des ressources pédagogiques et propose des ateliers pour s’initier aux services numériques clés, elle propose un accès solidaire à du matériel et à la connexion. L’association développe aussi des services (outils d’évaluation, cartographies, formations) pour les acteurs sociaux et les opérateurs de services publics pour mieux accompagner à l’ère du 100% en ligne. »

<https://emmaus-connect.org>

Fabrique de l’industrie

« La Fabrique de l’industrie est un laboratoire d’idées créé en octobre 2011 et soutenu par l’UIMM, France Industrie, le GIM et le GIFAS. Elle est co-présidée par Louis Gallois, président du conseil de surveillance de PSA Groupe, et Pierre-André de Chalendar président-directeur général de Saint-Gobain. La Fabrique est une association loi 1901, à but non lucratif.

Son conseil d’administration rassemble les représentants de ses financeurs. »

www.la-fabrique.fr/fr/la-fabrique-en-bref/

Fédération Française des Télécoms (FFTélécoms)

La FFT est une association régie par la loi de 1901.

« Créée en 2007, la Fédération Française des Télécoms réunit les opérateurs de communications électroniques en France. Elle a pour mission de promouvoir une industrie responsable et innovante au regard de la société, de l’environnement, des personnes et des entreprises du secteur, en défendant les intérêts économiques de ses adhérents et en participant à la valorisation de la profession au niveau national et international.»

www.fftelecoms.org

Fondation Internet Nouvelle Génération (Fing)

« L’association pour la Fondation d’un Internet Nouvelle Génération (Fing), est un think & do tank de référence sur les transformations numériques. Née avec l’an 2000, elle réunit un réseau d’entrepreneurs, d’acteurs publics, de chercheurs et d’experts engagés pour imaginer concrètement un numérique porteur d’avenir et centré sur les capacités humaines. Elle s’intéresse au numérique lui-même comme à ses interactions avec

les transformations politiques, économiques et sociales : data et algorithmes, confiance et attention, démocratie et action publique, travail, éducation, environnement, villes et territoires... »

<https://fing.org>

Fondation Jean Jaurès

La Fondation Jean-Jaurès est une fondation reconnue d'utilité publique

« Notre mission : Penser pour agir. Première des fondations politiques françaises, la Fondation Jean-Jaurès est à la fois un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde. Notre objectif, en tant que Fondation reconnue d'utilité publique, est de servir l'intérêt général. Nous mobilisons pour cela les pouvoirs publics, les politiques, les experts mais aussi les citoyens. Nous encourageons la rencontre de leurs idées et le partage des meilleures pratiques par nos débats, nos productions et nos actions de formation. »

<https://jean-jaures.org>

Framasoft

« Issue du monde éducatif et désormais tournée vers l'éducation populaire, l'association Framasoft est avant tout un réseau de projets, dont le premier, l'annuaire Framalibre, remonte à 2001. Ces projets sont animés par des personnes

collaborant autour d'une même volonté : promouvoir les libertés numériques. Le respect des libertés fondamentales des utilisatrices et utilisateurs, garanties par des contrats légaux (les licences libres), est au cœur du mouvement libriste et permet de s'assurer que l'humain reste en maîtrise de l'outil numérique. »

<https://framasoftware.org/fr/association>

France Stratégie

« France Stratégie est une institution autonome placée auprès du Premier ministre. Elle contribue à l'action publique par ses analyses et ses propositions. Elle anime le débat public et éclaire les choix collectifs sur les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement. Les résultats de ses travaux s'adressent aux pouvoirs publics, à la société civile et aux citoyens. »

www.strategie.gouv.fr

Green IT

« Créée en 2004, GreenIT.fr est la communauté des acteurs du numérique responsable qui s'intéressent, entre autre, à la sobriété numérique, à l'écoconception des services numériques, à la lowtech, et plus globalement à un avenir numérique alternatif. C'est un lieu de réflexion sur les enjeux de la rencontre entre numérique et développement durable, ce que l'on

appelle couramment le numérique responsable.»

www.greenit.fr

Greenpeace

« Greenpeace France est une association de loi 1901 à but non lucratif. Elle a été créée en 1977 puis dissoute en 1985 à la suite de l'attentat contre le Rainbow Warrior. Elle a été refondée dans sa forme actuelle en 1988. Elle est dirigée par un Conseil d'administration (CA), élu par l'Assemblée statutaire composée d'adhérent-es. Le CA nomme un-e directeur-riche qui dirige l'équipe salariée. »

www.greenpeace.fr

Haut conseil pour le Climat (HCC)

«Le Haut Conseil pour le Climat (HCC) est un organisme indépendant créé par le décret du 14 mai 2019 chargé d'émettre des avis et recommandations sur la mise en œuvre des politiques et mesures publiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de la France, en cohérence avec ses engagements internationaux, en particulier l'accord de Paris et l'atteinte de la neutralité carbone en 2050. Il a vocation à apporter un éclairage indépendant et neutre sur la politique du gouvernement et ses impacts socio-économiques et environnementaux. »

www.hautconseilclimat.fr

Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi)

« La Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet est une autorité publique indépendante. À ce titre, elle est dotée de la personnalité morale. (...). La Haute Autorité assure :

- Une mission d'encouragement au développement de l'offre légale et d'observation de l'utilisation licite et illicite des œuvres et des objets auxquels est attaché un droit d'auteur ou un droit voisin sur les réseaux de communication électroniques utilisés pour la fourniture de services de communication au public en ligne ;
- Une mission de protection de ces œuvres et objets à l'égard des atteintes à ces droits commises sur les réseaux de communications électroniques utilisés pour la fourniture de services de communication au public en ligne ;
- Une mission de régulation et de veille dans le domaine des mesures techniques de protection et d'identification des œuvres et des objets protégés par un droit d'auteur ou par un droit voisin. »

www.hadopi.fr

Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)

« L'Insee a été créé par la loi de finances du 27 avril 1946. Elle est une direction générale du ministère de l'Économie et des Finances implantée dans l'ensemble du territoire français. Son indépendance professionnelle est inscrite dans le droit : la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a créé l'Autorité de la Statistique publique, qui doit veiller au respect du principe d'indépendance professionnelle dans la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques. »

www.insee.fr

Institut du Numérique Responsable (INR)

« L'INR, est un think and do tank créé en 2018. Il émane de la fusion du Club Green IT, en association loi 1901 à but non lucratif. L'objectif étant d'ouvrir notre démarche au plus grand nombre et sur des thématiques plus larges que l'impact environnemental du numérique. L'INR a pour objet d'être un lieu de réflexion sur les trois enjeux clés du numérique responsable : la réduction de l'empreinte (économique, sociale et environnementale) du numérique, la capacité du numérique à réduire l'empreinte (économique, sociale et environnementale) de l'humanité, et la création de valeur durable / innovation

responsable *via* le numérique pour réussir l'e-inclusion de tous.»

<https://institutnr.org>

Label numérique responsable

L'Agence LUCIE est un centre de solutions pour aider les organisations à devenir des acteurs de la transition.

<https://label-nr.fr>

Les cahiers de l'inclusion numérique

« Afin d'informer et d'inspirer les nombreux acteurs qui ont un rôle à jouer dans le domaine de l'inclusion numérique, WeTechCare met en lumière et décrypte les enjeux sociaux, technologique, éthiques et économiques de ce notre société numérique du 21^e siècle. Grâce à une expertise de terrain, couplée à un dispositif de veille vers l'international, des articles de fond ou des publications thématiques, Les Cahiers de l'inclusion numérique, vous proposent des analyses chiffrées, des interviews d'experts et d'acteurs, et des bonnes pratiques françaises, comme étrangères. Collectivités, acteurs publics, chercheurs, acteurs sociaux ou numérique, nous souhaitons que ces contenus vous aident à comprendre les défis actuels pour mieux construire ensemble notre société numérique inclusive de demain ! Porté par un comité de rédaction composé d'experts des sphères numériques et sociales engagés à nos côtés, ce média a enfin pour mission de nourrir toutes les parties prenantes de l'e-inclusion qui souhaitent

devenir acteurs d'un numérique plus solidaire et d'une société mieux connectée. »

www.inclusion-numerique.fr

Les Interconnectés

« Créé en 2009 par l'AdCF – Intercommunalités de France (association des communautés de France) et France urbaine, le réseau des Interconnectés a pour mission d'accompagner la transformation numérique des collectivités à travers des solutions concrètes fondées sur le partage, l'intelligence collective, la proximité de l'utilisateur. »

Première association nationale de diffusion des usages et innovations numériques au service des territoires, interlocuteur de référence de l'État, il est à la fois plateforme d'échanges, centre de ressources et espace de partages physiques et numériques. »

www.interconnectes.com

Low-tech Lab

Le Low-tech Lab est une association loi 1901 d'intérêt général. Son site internet « est un site basse consommation. Le poids des pages est 12 fois moins important que sur la moyenne des sites web. »

<https://lowtechlab.org/fr/le-low-tech-lab/presentation>

Make.org

« Make.org est une initiative civique, européenne et indépendante ». Elle est fondée sur une approche par le consensus.

<https://make.org/FR>

Onisep (Office national d'information sur les enseignements et les professions)

« L'Onisep est un opérateur de l'État qui relève du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Éditeur public, l'Onisep produit et diffuse toute l'information sur les formations et les métiers. Il propose aussi des services aux élèves, aux parents et aux équipes éducatives. »

www.onisep.fr/

Organisation mondiale de la santé (OMS, World Health Organization)

« Depuis le tout début de son existence (1946), l'OMS réunit les principaux experts de la santé dans le monde afin de formuler des recommandations servant de références internationales pour améliorer la santé des populations partout dans le monde. » L'OMS compte 194 États membres.

www.who.int/fr

Portail interministériel d'information sur les radiofréquences

Portail édité et géré par le ministère de la Transition écologique et solidaire, Direction Générale de la Prévention des Risques, Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses, Mission bruit, agents physiques.

www.radiofrequences.gouv.fr

Réseau national de la médiation numérique

« Le site mediation-numerique.fr est édité par la Mission Société Numérique de l'Agence du Numérique qui relève du Ministère de l'Économie et des Finances, Secrétariat d'État au Numérique et à l'Innovation. Il s'adresse aux acteurs et professionnels de l'accompagnement aux usages du numérique et de l'Internet (responsables et animateurs d'espace public numérique EPN, médiateurs numériques, coordonnateurs de réseaux d'EPN, responsables des politiques d'accès public à Internet, ...) et à tous les publics intéressés par un accès accompagné à Internet. »

www.mediation-numerique.fr

Rexecode (Centre de Recherche pour l'Expansion de l'Economie et le Développement des Entreprises)

« L'analyse économique au service des entreprises et du débat public. »

« Rexecode est un institut d'études économiques privé et indépendant. Il compte environ 60 adhérents et clients qui assurent son financement : entreprises, institutions financières, organisations professionnelles ou publiques. Il est membre de l'AIECE, Association d'Instituts Européens de Conjoncture Economique. Il est consulté pour ses prévisions France par le Haut Conseil des Finances Publiques, la Banque Centrale Européenne, ou encore le Consensus Economics et Focus Economics. »

www.rexecode.fr

Syndicat de la presse sociale (SPS)

« Le Syndicat de la presse sociale rassemble plus de quatre-vingts éditeurs (associations, coopératives, mutuelles, syndicats...) afin de représenter, défendre et promouvoir l'information sociale. Le SPS compte quasiment une centaine de publications et propose à ses 20 millions de lecteurs une très grande variété de périodicités, de moyens mis en œuvre et de tirages. Par ailleurs, il offre à ses éditeurs des services personnalisés (information et formation générale ou thématique, conseil et assistance juridique, technique, administrative, fiscale...) et assure leur représentativité auprès des ministères et administrations de tutelle (CPPAP, CCIJP...). Tout en inscrivant son action dans celle de la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée (FNPS), le SPS s'est toujours efforcé d'être

à la fois producteur et diffuseur d'informations, mais aussi acteur des questions sociales. Ainsi il s'agit d'une presse citoyenne à but non lucratif, ce qui lui permet de garantir son indépendance. Les missions du SPS sont de servir l'information sociale, de mobiliser l'opinion, de critiquer, de nourrir et d'enrichir la pensée sociale. Le SPS se veut être l'amplificateur des engagements éthiques de ses adhérents, mais au-delà d'un simple engagement, il s'agit d'une vraie mobilisation contre l'exclusion sociale. »

<https://sps.fr>

Syntec Numérique

« Syntec Numérique est l'organisation professionnelle des entreprises de services du numérique (ESN), des éditeurs de logiciels et des sociétés de conseil en technologies (ICT). (...) Il regroupe plus de 2 000 entreprises adhérentes qui réalisent 80% du chiffre d'affaires total du secteur (plus de 56 Md€ de chiffre d'affaires, 530 000 employés dans le secteur). (...) Syntec Numérique contribue à la croissance du secteur et à la transformation numérique de notre pays à travers la promotion des nouveaux usages du numérique, le soutien à l'emploi et à la formation, l'accompagnement de ses adhérents dans leur développement et la défense des intérêts de la profession tout en

s'attachant à diffuser un numérique responsable. »

<https://syntec-numerique.fr>

The Shift Project

« The Shift Project est une association loi 1901 « inscrite au répertoire des représentants d'intérêt gérés par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, et au Registre de Transparence de l'Union européenne. »

<https://theshiftproject.org>

Vie publique

« Vie-publique.fr est un site gratuit d'information qui donne des clés pour comprendre les politiques publiques et les grands débats qui animent la société. Le site est réalisé par la DILA (Direction de l'information légale et administrative), rattachée aux services du Premier ministre. »

www.vie-publique.fr

WeTechCare

« La start up sociale qui agit pour faire du numérique un levier de développement individuel et collectif »

<https://wetechcare.org>



NOTES PERSONNELLES



